



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Concertation nationale sur l'énergie et le climat

Cahier d'acteur N°10

greenly

Greenly facilite le reporting environnemental des entreprises via une plateforme permettant de réaliser plus simplement la collecte et l'analyse des données pour répondre aux différentes exigences réglementaires (BEGES, CSRD, CBAM ...). La société accompagne aujourd'hui plus de 2500 entreprises. Autrefois, la durabilité était souvent perçue comme un fardeau : trop chronophage, dépendante des cabinets de conseil et coûteuse. Face à l'urgence climatique, les entreprises ont besoin d'outils simples et performants pour transformer leur impact en levier de croissance : prouver à leurs clients qu'elles possèdent une feuille de route Net Zéro crédible, mobiliser leurs employés autour d'une stratégie climatique ambitieuse, et attirer des capitaux pour développer leur activité.

Contact : marine@greenly.earth

Le point de vue de Greenly sur les documents de planification énergie climat soumis à la concertation

EN BREF

Pour réaliser les objectifs de la Stratégie Nationale Bas Carbone, il est urgent de standardiser la comptabilité carbone pour accompagner efficacement la transition bas-carbone des entreprises. Actuellement, la multiplicité des standards et les choix méthodologiques arbitraires limitent la comparabilité des données d'émissions, entravant une transition juste et cohérente. Greenly propose une harmonisation nationale ou européenne des méthodes, appuyée par des audits systématiques pour garantir la transparence et la rigueur des résultats. Par ailleurs, il est nécessaire de développer des labels étatiques robustes pour distinguer les stratégies de décarbonation crédibles des pratiques de greenwashing. La recherche publique doit être intensifiée pour évaluer les impacts sociaux et environnementaux de la transition, au-delà des émissions de gaz à effet de serre. Enfin, la prise en compte des émissions importées dans les objectifs de neutralité carbone est cruciale pour éviter un simple déplacement des émissions à l'étranger. Greenly plaide pour des outils transparents, une méthodologie rigoureuse et une approche systémique pour atteindre les objectifs climatiques nationaux et inspirer un changement global.

Dans l'objectif de parvenir à la neutralité carbone sur le territoire Français en 2050, cette consultation publique fait émerger de nombreuses propositions : des taxes pour internaliser les coûts des externalités des entreprises, de l'étiquetage environnemental des produits pour permettre à chacun de prendre des décisions de consommation soutenable, des incitations financières à l'achat d'alternatives moins carbonées que les biens et immobilisations actuels. Si nous soutenons ces propositions, nous souhaitons souligner que ces mesures ne sauraient être mises en place sans une maturation accélérée du domaine de la comptabilité carbone et de la construction et l'évaluation de stratégie bas-carbone individuelles, sur laquelle nous concentrons notre cahier d'acteur.

Pour une comptabilité carbone standard, systématique et ambitieuse

La comparabilité des mesures des émissions de gaz à effet de serre est centrale à une transition bas-carbone juste et efficace. Or, à l'heure actuelle, ni la comptabilité à l'échelle des produits (Analyse de cycle de vie, ACV), ni la comptabilité à l'échelle des entreprises (Bilan de Gaz à Effet de Serre, BEGES) ne permettent d'obtenir des résultats comparables entre produits ou entreprises.

En effet, ces comptabilités font l'objet de concurrence entre standards (Par

exemple, BEGES, Bilan Carbone[®] ou Greenhouse Gas Protocol). Si la CSRD a

le potentiel de mettre fin à la concurrence entre ces standards en proposant une méthode de comptabilisation unique (elle adopte le GHG Protocol), il convient de rappeler que les praticiens restent libres de faire des choix arbitraires en matière de base de données de facteurs d'émissions, de périmètres, et, dans le cadre de la comptabilité produit, d'unités fonctionnelles qui troublent la compatibilité des mesures. De plus, à l'échelle de l'entreprise, la méthodologie retenue limite la comparabilité inter et intra entreprise en comptabilisant toutes les émissions amont liées aux achats d'amortissement durant l'année d'achat.

Nous encourageons l'État à porter cette standardisation à l'échelle nationale ou européenne, en veillant à ce que le standard choisi réponde aux objectifs de comparabilité, soit davantage prescriptif, et supporté par une documentation exhaustive et qui limite toute possibilité d'interprétation individuelle (en prenant exemple sur [celle proposée par l'union européenne](#)). De même, nous encourageons également la mise en place d'un audit systématique des valeurs d'émissions avant publication.

Cet effort ne peut être porté que par un organisme étatique : nous doutons en effet que la compétition entre les standards ne fasse émerger un consensus autour d'une compatibilité à la hauteur des ambitions de la stratégie nationale bas-carbone. Les entreprises cherchent aujourd'hui à maximiser leur

crédibilité RSE au moindre coût, elles choisissent donc les méthodologies les moins regardantes et ne rechignent parfois pas à manipuler les chiffres en s'appuyant sur les options disponibles. Si ces chiffres acquièrent une importance par-delà les enjeux réputationnels, ces manipulations pourraient se généraliser.

Pour une labellisation d'état des stratégies bas-carbone d'entreprise

Par-delà les chiffres, les décisions de sélections de fournisseurs et d'investissement portent aujourd'hui souvent sur les stratégies de transition bas-carbone des entreprises, c'est-à-dire sur leur probabilité de réduire leurs émissions bas carbone significativement.

Or, selon notre expérience, les outils de décisions actuels (labels, scores, ratings et rankings) ne permettent pas de distinguer les stratégies de décarbonation crédibles de celles qui constituent des éléments de greenwashing. Si certains scoring existent et proposent de mettre en avant les entreprises les plus avancées sur le sujet, la plupart se concentrent sur la quantité d'éléments publiés et non sur leur pertinence vis-à-vis de la limite planétaire portant sur les GES (par exemple, le score relatif au changement climatique du CDP). Les méthodes les plus avancées ne font pas l'objet aujourd'hui d'un passage à l'échelle suffisant pour être utilisés couramment (par exemple, le score comptabilité avec

l'accord de Paris de Carbone 4), avec comme exception les labels de la Science Based Target initiative (SBTi). Si ce label est suffisamment attribué pour pouvoir être utilisés comme un critère de discrimination entre entreprises, ils n'évaluent que les objectifs de réduction des entreprises et ne préjugent pas de leur capacité ou volonté à les atteindre.

Nous encourageons l'état à financer la recherche ou mener des études pour proposer une méthodologie simplifiée pour évaluer les entreprises et rendre ce marché de scores et labels caduc. Toute méthodologie aura bien sûr ses limites puisqu'elle constitue une simplification de la réalité. Nous pensons néanmoins qu'il vaut mieux que ces limites soient publiques (les outils de décisions actuels peuvent être assez opaques) et fassent l'objet d'un débat démocratique : aujourd'hui, ces limites émergent arbitrairement d'acteurs qui doivent limiter l'ambition de leur scores pour maximiser leur part de marché.

Pour une anticipation des autres effets environnementaux et sociaux de la transition via le financement de recherche publique

Enfin, nous soulignons l'importance du financement de la recherche sur les conséquences sociales, environnementales et économiques de la transition bas-carbone. La comptabilité des impacts sociaux est aujourd'hui à ses prémices, tandis que des incertitudes persistent sur la possible

généralisation de l'agriculture biologique dans un contexte de limitation de l'utilisation des terres ou sur les impacts environnementaux des besoins en extraction de ressources des moyens de mobilité bas-carbone.

Si nous appelons à une amélioration de la compatibilité carbone, nous considérons donc également qu'il faut dès à présent commencer à développer des systèmes de comptabilité pour considérer les autres limites planétaires et mesurer les impacts sociaux.

Pour une prise en compte des émissions importées dans l'objectif de neutralité carbone français

Pour finir, aujourd'hui, la stratégie nationale bas-carbone ne présente pas d'objectif de réduction ciblé pour les émissions importées.

Nous constatons pourtant qu'à l'échelle micro, le scope 3 (émissions indirectes liées aux autres acteurs de la chaîne de valeur) prévaut dans les émissions des entreprises françaises, à hauteur de 80 à 90% pour les entreprises du secondaire et du tertiaire. Une part significative des émissions nécessaires à la valeur ajoutée créée en France peut donc avoir lieu à l'étranger. Il serait illusoire de penser que l'économie française est décarbonée sans comptabiliser et gérer ces émissions dont elle dépend.

Aujourd'hui, face à la pression réglementaire et réputationnelle de

réduire leurs émissions directes, certaines entreprises choisissent de les réduire en augmentant leurs émissions indirectes, en externalisant par exemple leurs activités. Cet exemple devrait mettre en garde sur les objectifs de réduction des émissions avec un périmètre trop restreint, qui peuvent, in fine, simplement déplacer les émissions, et, dans certains cas, même les faire augmenter à l'échelle globale.

Conclusion

En tant qu'acteur de la comptabilité carbone, Greenly plaide pour des mesures ambitieuses et coordonnées en matière de reporting ESG. En particulier, nous soulignons l'importance d'une standardisation nationale ou européenne des méthodologies de comptabilité carbone, une labellisation étatique des stratégies bas-carbone crédibles, un renforcement du financement de la recherche sur les impacts sociaux et environnementaux de la transition pour faire émerger une comptabilité durable par delà les enjeux du changement climatique, et à une prise en compte des émissions importées dans les objectifs nationaux, afin de garantir une cohérence et une efficacité réelles dans la lutte contre le changement climatique. En combinant des méthodologies rigoureuses, des outils transparents et une approche systémique, la France pourra non seulement atteindre ses objectifs climatiques, mais aussi inspirer un mouvement global vers une économie véritablement durable.